

Déclarations de ministres

Le Liban, tout comme le Canada et la France, fait partie de la Francophonie. Et lors du Sommet qui se tiendra prochainement à Dakar, nous examinerons d'autres moyens de renforcer l'appui de la communauté internationale à l'endroit du Liban.

Dans les circonstances actuelles, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) a décidé de suspendre temporairement la procédure de renvoi au Liban des revendicateurs du statut de réfugié dont la demande a été rejetée, et ce, jusqu'à ce que la situation dans ce pays ait été tirée au clair.

En outre, étant donné la détérioration de la situation au Liban, un agent d'immigration a été envoyé à Chypre pour que nous puissions continuer de traiter sans interruption les demandes libanaises d'immigration en dépit des événements en cours.

Notre ambassade à Damas suit d'aussi près que possible l'évolution de la situation à Beyrouth. En fait, un membre du personnel recruté sur place était à Beyrouth il y a 10 jours à peine.

[Traduction]

Nous continuons au moyen de ces mesures et d'autres initiatives semblables de faire ce que nous pouvons pour venir en aide au Liban et à la population libanaise. Toutefois, ce qu'il faut au bout du compte, c'est trouver une solution politique. Mais pour cela, il faut, en dernière analyse, que les Libanais eux-mêmes et les autres parties directement intéressées, et tout particulièrement la Syrie, démontrent que leurs professions de soutien des principes d'unité nationale et d'indépendance ne se résument pas à de simples slogans: il faut aussi que se manifestent un engagement véritable envers la réconciliation nationale et une volonté de compromis qui puissent mener à l'élection d'un nouveau président acceptable pour toutes les communautés libanaises.

Comme première étape, le Canada demande de nouveau aux parties de s'entendre sur un cessez-le-feu immédiat et de le respecter. Le gouvernement aimerait connaître les vues des autres députés et des Canadiens sur cette situation tragique.

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, je suis intervenu deux fois cette semaine pour sensibiliser la Chambre à la situation qui règne au Liban. Bon nombre de mes collègues en ont fait autant. Il faut mettre un terme aux souffrances quotidiennes des Libanais, et puisque le Canada fait partie de la communauté internationale, il doit assumer cette responsabilité en leur portant secours dans la mesure de ses moyens.

Quand je lui ai demandé si le Canada se chargerait de demander au Conseil de sécurité de tenir un débat d'urgence, le secrétaire d'État a répété que la situation ne justifiait pas un tel débat pour l'instant car il n'aurait aucune influence sur le cours des choses. Le Canada a pourtant un rôle à jouer au Liban. Je rappelle que si notre pays a fait autant de démarches pour obtenir un siège au Conseil de sécurité, c'est justement pour pouvoir intervenir lorsqu'il existe de telles crises dans le monde. Nous détenons maintenant ce siège et nous ne devons pas hésiter à utiliser tous les leviers dont nous disposons pour maintenir l'influence que les gouvernements libéraux ont exercé naguère sur la scène internationale.

J'ai demandé au secrétaire d'État et au premier ministre (M. Mulroney) ce que le gouvernement faisait pour aider les réfugiés qui ont fui le Liban pour se réfugier dans les pays voisins. Je n'ai reçu aucune réponse satisfaisante ni de l'un ni de l'autre. Pire, le premier ministre ne s'est même pas donné la peine de me répondre.

Nous nous réjouissons évidemment de l'aide que le gouvernement a offert au Liban par l'entremise de la Croix-Rouge, mais je crois que le Canada peut faire davantage. Plus tôt cette semaine, j'ai demandé au gouvernement de débloquer des fonds additionnels pour les gens qui se sont enfuis dans les pays voisins à cause de la crise qui sévit au Liban. Cette aide serait en sus du demi-million de dollars qui sera mis à la disposition du Liban.

On ne nous a pas répondu lorsque mes collègues libéraux et moi-même avons suggéré au gouvernement d'ouvrir un bureau à Chypre pour que les réfugiés libanais ne soient pas obligés de se rendre en Syrie pour obtenir un visa. On n'a même pas tenu compte de la suggestion. Il est irresponsable de la part du gouvernement actuel de penser que des gens fuyant une situation dans laquelle la Syrie est directement impliquée vont se rendre à Damas pour recevoir de l'aide leur permettant de venir au Canada parce que ses mesures inadéquates les y obligeront.

En tant que parlementaires, nous avons le devoir de prendre des mesures capables de restaurer la paix au Liban. Nous ne pouvons pas rester à regarder se dérouler les événements, les yeux vitreux, incapables de comprendre la réalité des conflits haineux dans lesquels le Liban est plongé depuis trop longtemps.

Il est grand temps d'agir. Pourquoi le Canada, sous le gouvernement actuel à la dérive, attend-il toujours de voir ce que fait le reste du monde pour ensuite dire: «Moi aussi»? Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas faire preuve d'une certaine initiative? Pourquoi le Canada ne